



L'armée camerounaise est encore accusée de graves violations de droits de l'homme dans la région de l'Extrême-Nord où les soldats combattent les djihadistes de Boko Haram depuis 2014.

Cette fois, les abus répertoriés par Amnesty International concernent le 42ème bataillon à Mozogo dans le département du Mayo-Tsanaga.

Violences

Selon l'ONG de défense des droits de l'homme, des soldats ont contraint des civils à assurer des gardes de nuit pour prévenir les attaques du groupe islamiste armé Boko Haram.

Durant la période initiale de ce travail forcé, de la mi-mars à la fin avril 2020, des soldats ont roué de coups ou menacé ceux qui refusaient de s'acquitter de cette tâche. Human Rights Watch a été informé que les violences auraient cessé pour l'instant. Cependant, les habitants continuent de vivre dans la crainte que les passages à tabac ne reprennent, tandis que le travail forcé et les menaces se poursuivent dénonce Human Rights Watch

Enquêtes

« Les autorités camerounaises devraient immédiatement cesser de forcer les civils à exercer des fonctions de surveillance la nuit, et au contraire protéger les civils par des moyens légaux », a déclaré Lewis Mudge, directeur pour l'Afrique centrale à Human Rights Watch.

« *Elles devraient enquêter sur les allégations de passages à tabac, de menaces et de travail forcé, et les membres des forces de sécurité responsables devraient être traduits en justice* », soutient Lewis Mudge.

L'ONG a répertorié les témoignages de six civils qui ont été passés à tabac pour n'avoir pas pu « *exercer des fonctions de surveillance la nuit.* »

La région de l'Extrême-Nord est en proie au conflit contre les djihadistes de Boko Haram. Dans les deux régions du Nord-Ouest et Sud-ouest les soldats camerounais affrontent également les milices séparatistes armées. Dans toutes ces trois régions, des ONG accusent régulièrement l'armée d'exactions. Ce dont se défend le gouvernement.